
Résumé

La reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels est à l'ordre du jour politique

Si on acquiert souvent des savoirs, savoir-faire et compétences dans des contextes formels d'enseignement, on en acquiert aussi, soit intentionnellement, soit de manière informelle, dans la vie de tous les jours. Les décideurs des pays de l'OCDE sont de plus en plus conscients que les compétences acquises ainsi constituent une riche source de capital humain. Dans bien des cas, elles sont pleinement reconnues, comme l'attestent les augmentations de salaire qui en tiennent compte. Mais tout le monde n'est pas pleinement conscient de son propre stock de capital humain et de sa valeur potentielle. Et certaines personnes ne tirent pas pleinement profit de leurs acquis parce qu'elles ne peuvent pas facilement donner la preuve de leurs compétences. La reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels ne crée pas, en elle-même, le capital humain, mais elle rend le stock de capital humain plus visible et augmente sa valeur pour l'ensemble de la société.

La reconnaissance valorise les acquis d'apprentissages non formels et informels dans le système formel de l'apprentissage

La reconnaissance joue un rôle important dans un certain nombre de pays en validant les compétences des individus afin de faciliter leur entrée dans le système formel d'apprentissages. Elle peut par exemple dispenser de certains cours ou de certaines parties du cursus. De cette façon, les personnes peuvent mener à terme leur éducation formelle de manière plus rapide, plus efficace et à moindre coût, puisqu'elles n'ont pas à suivre des cours dont elles ont déjà maîtrisé le contenu. Leur permettre de compléter rapidement un programme d'apprentissage formel en validant leurs acquis d'apprentissage non formels et informels peut également créer un cercle

vertueux, en leur montrant qu'il est intéressant pour elles de développer leurs capacités d'autodidacte.

La reconnaissance valorise les acquis d'apprentissage non formels et informels sur le marché du travail

La reconnaissance augmente la visibilité et donc la valeur potentielle des acquis d'apprentissages et des compétences sur le marché du travail. Elle peut permettre aux travailleurs et aux employeurs d'apparier compétences et postes de travail plus efficacement et à moindre coût. Cela peut également rendre plus intéressant, pour les travailleurs et les employeurs, d'investir dans la formation continue, en sachant que le résultat de cet investissement peut être enregistré et capitalisé. La reconnaissance des acquis d'apprentissages peut également faciliter l'ajustement structurel, car les compétences des travailleurs qui ont perdu leur emploi peuvent être reconnues et réutilisées dans d'autres secteurs du marché du travail. La reconnaissance peut aussi jouer un rôle dans les systèmes d'assurance qualité au sein des entreprises ou en démontrant le respect des réglementations.

La reconnaissance peut comporter plusieurs étapes de plus en plus formalisées

La reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels implique une série d'étapes. La première est l'identification et la documentation – identifier ce qu'un individu sait ou sait faire, et éventuellement l'enregistrer. Il s'agit d'une étape personnelle, éventuellement accompagnée. La deuxième étape est d'établir ce que l'individu sait ou sait faire. Il peut s'agir d'une étape d'auto-évaluation (avec ou sans retour) ou, si l'étape est assez formalisée, elle peut impliquer un évaluateur externe. La troisième étape est la validation – établir que ce que l'individu sait ou sait faire satisfait certaines exigences ou se conforme à certains référentiels ou normes. Cette étape établit un niveau de performance et nécessite l'implication d'un tiers. La quatrième étape est la certification – déclarer que ce que l'individu sait ou sait faire satisfait certains critères et délivrer un document qui l'atteste. Cette étape nécessite l'intervention d'une autorité accréditée pour certifier les performances et, éventuellement, leur niveau. La dernière étape est la reconnaissance sociale – l'acceptation par la société des documents attestant ce que l'individu sait ou sait faire. En dernier lieu, il serait possible que le processus de reconnaissance aboutisse à

une certification en tous points équivalente à celle obtenue dans le système d'apprentissage formel.

La reconnaissance offre toute une gamme de bénéfices

La reconnaissance crée quatre types de bénéfices. *D'abord*, elle génère des bénéfices économiques. Elle peut réduire les coûts directs et d'opportunité qui sont associés à l'apprentissage formel, en réduisant le temps nécessaire pour acquérir une qualification/certification dans le système formel. Elle permet aussi de déployer le capital humain dans l'économie de manière plus productive en ouvrant aux individus l'accès à des emplois qui sont mieux adaptés à leurs véritables compétences. *Deuxièmement*, elle a des bénéfices en matière d'éducation. La reconnaissance appuie les apprentissages tout au long de la vie en aidant les individus à mieux se connaître et à poursuivre leur activité professionnelle dans un cadre de formation tout au long de la vie. *Troisièmement*, elle a des bénéfices sociaux. La reconnaissance est un moyen d'améliorer l'équité et de renforcer l'accès à la fois à la formation et au marché du travail, pour les minorités désavantagées, les jeunes marginalisés and les travailleurs plus âgés qui, lorsqu'ils étaient jeunes, n'avaient pas beaucoup de possibilités d'apprentissages formels. *Enfin*, la reconnaissance peut encourager psychologiquement les individus en les rendant conscients de leurs capacités et en leur fournissant une validation extérieure de leur valeur.

La reconnaissance peut améliorer l'équité

La reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels peut améliorer l'équité de trois façons. *D'abord*, c'est un moyen de faciliter le retour au système formel de ceux qui ont abandonné les études, en leur donnant une « deuxième chance ». *Deuxièmement*, elle peut intéresser les membres de groupes désavantagés, par exemple des populations indigènes ou des migrants, dont les compétences peuvent ne pas être évidentes ou qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas pu se qualifier dans le système d'éducation formel. *Troisièmement*, elle peut restaurer l'équité entre les générations, car les travailleurs plus âgés ont eu moins accès à l'enseignement supérieur (et les certifications correspondantes) que les plus jeunes.

Les processus de reconnaissance sont souvent marginaux, à petite échelle et pas encore pérennes

L'étude de la reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels a révélé une grande diversité de politiques et de pratiques dans 22 pays. Dans bien des cas, les processus de reconnaissance restent marginaux, à petite échelle et même précaires, bien qu'un certain nombre de pays cherche à créer des systèmes plus intégrés. Les défis lancés aux décideurs sont de rendre la reconnaissance plus visible, de simplifier les processus de reconnaissance, de leur donner une plus grande validité, et de trouver le bon équilibre entre les bénéfices et les coûts. Dans tous ces domaines, une combinaison de politiques nationales et d'initiatives au niveau local sera sans doute l'approche la plus efficace.

Il est nécessaire de mieux communiquer sur la reconnaissance

Une communication claire sur les bénéfices de la reconnaissance et les procédures qu'elle implique pourrait renforcer l'image de la reconnaissance. Cela permettrait d'atteindre ceux qui ignorent qu'ils ont acquis des compétences par des apprentissages non formels et informels ou que ces acquis ont potentiellement une valeur. L'orientation professionnelle et les services de conseil peuvent jouer un rôle, tout comme d'autres services à l'intention des chercheurs d'emploi et d'autres groupes cibles. Un bon ciblage des groupes les plus susceptibles de bénéficier d'une procédure de reconnaissance pourrait aider à limiter le coût de la communication. Une bonne communication avec les employeurs et les syndicats sur la reconnaissance des apprentissages non formels et informels et sur les bénéfices qu'elle leur offre pourrait également faciliter l'acceptation des certifications obtenues par des moyens non traditionnels.

Les procédures de reconnaissance pourraient aussi être mieux intégrées dans les politiques de formation tout au long de la vie

L'image de la reconnaissance serait aussi améliorée si les pays l'intégraient plus explicitement à une conception plus large de la formation tout au long de la vie. Il s'agirait de mettre davantage l'accent sur les acquis d'apprentissages dans tous les lieux d'apprentissages, renforçant et

élargissant ainsi la tendance actuelle vers une plus grande insistance sur les acquis d'apprentissages dans le système d'éducation formel. Dans certains pays, les institutions d'éducation seraient peut-être amenées à réorganiser leurs programmes d'étude pour créer des modules plus petits afin de détailler les acquis des élèves/étudiants qui abandonnent avant terme. Cela serait particulièrement utile pour ceux qui pourraient entreprendre plus tard un enseignement ou une formation de « deuxième chance ». Une meilleure intégration de la reconnaissance des apprentissages non formels et informels dans les cadres de certification existants renforcerait aussi sa place dans une stratégie cohérente et globale de formation tout au long de la vie.

Les procédures et processus de reconnaissance pourraient être améliorés

L'expérience des pays démontre aussi qu'il serait possible de simplifier et de renforcer les procédures de reconnaissance. Dans un premier temps, on pourrait envisager un registre des certifications qui peuvent être obtenues par la reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels. Il serait également possible d'élargir la gamme de compétences susceptibles d'être évaluées au moyen de processus de reconnaissance et de faire des processus de reconnaissance une partie intégrante des normes de certification existantes. Cela pourrait mener à une plus grande convergence, voire à une normalisation des procédures de certification, que les apprentissages aient lieu dans un contexte formel ou non formel/informel. La suite logique d'une telle évolution serait que les certifications accordées ne contiennent aucune référence à la façon dont les apprentissages ont eu lieu.

Les processus pourraient être modifiés pour donner davantage de validité aux certifications obtenues au moyen de la reconnaissance

La validité et la crédibilité des certifications obtenues au moyen de la reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels peuvent être renforcées en améliorant certains aspects du processus de reconnaissance. Le processus d'évaluation lui-même est central et doit donner des résultats incontestablement valides, transparents et cohérents. Cela impliquerait de mettre en place des procédures de qualité assurance tout à fait rigoureuses et d'appliquer soigneusement les techniques d'évaluation. Beaucoup de pays s'appuient actuellement sur des portfolios, dont la valeur est incertaine. À leur place, ou en complément, les pays

pourraient utiliser davantage les méthodes employées dans des contextes d'apprentissages formels, y compris l'évaluation par sondage. Les évaluateurs doivent être très compétents et une formation spécialisée pourrait être nécessaire, même pour ceux qui ont déjà une expérience d'évaluation des acquis d'apprentissages dans le système d'éducation formel.

La reconnaissance a des bénéfices mais aussi des coûts

La reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels peut conférer de nombreux bénéfices, mais le processus implique aussi des coûts. Un processus de reconnaissance plus étendu et plus formalisé aboutissant à une certification offre davantage de bénéfices nets quand les acquis sont très prisés par les utilisateurs et par le marché du travail. En revanche, pour d'autres acquis, les coûts supplémentaires occasionnés par un processus menant jusqu'à la certification pourraient ne pas se justifier. Les pays doivent donc examiner soigneusement les coûts et les bénéfices lorsqu'ils considèrent les options possibles pour étendre les processus de reconnaissance. Il faut également prendre en compte l'importance relative des bénéfices et des coûts par rapport aux apprentissages formels. Le système d'éducation formel offre typiquement des économies d'échelle et donc les coûts marginaux baissent fortement avec l'augmentation du nombre d'individus inscrits dans un programme d'éducation formel. En revanche, les processus de reconnaissance sont susceptibles d'avoir des coûts marginaux qui augmentent avec le nombre de candidats, car ceux dont les compétences sont facilement validées seront sans doute ceux qui se présentent d'abord. Dans tous les cas, les bénéfices attendus ne se réaliseront que si les processus et pratiques de reconnaissance mis en œuvre sont de la plus haute qualité et cohérence. Autrement, des informations erronées sur les acquis d'apprentissages des individus pourraient générer des coûts économiques additionnels.

Le défi pour les décideurs est de trouver le bon équilibre

Cette étude a présenté les bénéfices de la reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels et recensé les politiques et pratiques des pays de l'OCDE. Les politiques de reconnaissance peuvent jouer un rôle important dans un cadre cohérent de formation tout au long de la vie et il y a manifestement des possibilités d'améliorer les pratiques actuelle afin que la reconnaissance puisse jouer pleinement son rôle

d'instrument permettant de rendre visible le capital humain acquis par les individus. Pour les décideurs, le défi est de trouver le bon équilibre, en élaborant des processus de reconnaissance qui génèrent des bénéfices nets à la fois pour les individus et pour la société.